21/6/01
98B418

DOCKS CAFE
Société en Nom Collectif au capital de 20.000 F.
Siège social : Quai Vauban, rue Marceau, Hangar 36/37 – 76000 LE HAVRE
420 834 848 RCS LE HAVRE

A 1243

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 6 FEVRIER 2001

L'an Deux Mil Un,

Le 6 février à 18 heures,

Les Associés de la Société en Nom Collectif DOCKS CAFE, au capital de 20.000 Francs divisé en 200 parts de 100 F. chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Mixte au Siège Social, sur convocation de la Gérance en date du 19 janvier 2001.

SONT PRESENTS :

- La Société VEGA,
  Représentée par Monsieur Emmanuel BARAZER DE LANNURIEN
  Propriétaire de 499 parts

- La Société C.G.F.T.E.,
  Représentée par Monsieur Antoine FREROT
  Propriétaire de 1 part

  Total des parts représentées 500 parts

Monsieur Emmanuel BARAZER DE LANNURIEN, Gérant non associé., préside l'Assemblée.

* * *
*

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Lecture du rapport de gestion de la gérance sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2000,
- Examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2000,
- Quitus à la Gérance,
- Affectation des résultats,
- Conversion du capital social en Euros,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales.

Monsieur le Président dépose devant l'Assemblée et met à la disposition de ses membres :

- les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2000,
- les Statuts de la Société,
- le rapport de la Gérance,
- le texte des résolutions proposées.

Il précise en outre que tous les documents prescrits par les articles 36 et 37 du décret du 23 mars 1967, ont été adressés aux Associés et tenus à leur disposition au siège social, dans les délais prévus par ledit article.

Monsieur le Président donne lecture du rapport de la gérance sur l'activité de la Société au cours de l'exercice 2000 puis commente les comptes annuels de l'exercice 2000 :

- Compte de résultat,
- Bilan,
- Annexe aux compte de résultat et bilan de l'exercice 2000.

Monsieur le Président propose ensuite de passer au vote des résolutions.

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion de la gérance, approuve dans toutes ses parties ledit rapport, ainsi que les comptes annuels de l'exercice 2000, tels qu'ils sont présentés.

L'Assemblée donne quitus au gérant pour l'accomplissement de sa mission au cours de l'exercice 2000.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice, soit 124.865,62 F., comme suit :

- Report à nouveau 6,69 F.

- Bénéfice disponible 124.858,93 F.

au compte courant de chaque associé, au prorata de sa participation dans le capital social de la société, conformément aux dispositions statutaires.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

<u>TROISIEME RESOLUTION</u>

L'Assemblée Générale des Associés, après avoir entendu lecture du rapport du Gérant, décide de convertir, de façon globale, en euros le capital social actuellement fixé à 20.000 F.

Elle constate, compte tenu du taux de conversion (6,55957), que le capital social s'élève désormais à 3.048,98 euros.

Elle décide en outre :

- de supprimer la mention de la valeur nominale des parts dans les statuts,
- d'arrondir le montant du capital converti en euros à 3.050 euros.

En conséquence, l'Assemblée Générale décide de procéder à une augmentation de capital de 6,69 F. soit 1,02 euro., correspondant au montant de l'arrondissage résultant de la conversion, par incorporation de pareille somme prélevée sur le poste « report à nouveau ».

Elle décide de modifier les articles 6 et 7 des Statuts relatifs aux apports et au capital social, qui seront désormais rédigés comme suit :

« **<u>ARTICLE 6 - APPORTS</u>**

Le capital social est constitué par les apports en numéraire suivants, effectués lors de la création de la société :

- S.A. COMPAGNIE GYMNASE CLUB ..... 100 F soit 15,24 Euros
- S.A. VEGA..... 19.900 F. soit 3.033,74 Euros

--- ---

TOTAL..... 20.000 F. soit 3.048,98 Euros.

Suivant Assemblée Générale Mixte en date du 6 février 2001, il a été procédé à une augmentation de capital de 6,69 F. soit 1,02 Euro, correspondant au montant de l'arrondissage résultant de la conversion du capital social en Euros, pour le porter à 3.050 Euros. »

« **<u>ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL</u>**

Le capital social est fixé à la somme de TROIS MILLE CINQUANTE (3.050) Euros.

Il est divisé en 200 parts sociales, entièrement libérées. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent Procès-Verbal pour effectuer tous dépôts, formalités et publications nécessaires.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

* * *
*

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent Procès-Verbal qui après lecture a été signé par le Gérant non associé et les membres présents.

Pour VEGA

E. BARAZER DE LANNURIEN

Pour CGFTE

A. FREROT

Le Gérant

E. BARAZER DE LANNURIEN

Le ..2.2.NOV.2001.....
F° .62.... Bord. .125.. N° ...1...
Reçu: ...Gratuit.....
Pr le Receveur

DOCKS CAFE

Société en Nom Collectif au capital de 3.050 Euros
Siège Social : Quai Vauban, rue Marceau, Hangar 36/37 – 76600 LE HAVRE

SIREN 420 834 848 RCS LE HAVRE

S T A T U T S

Mis à jour suivant Assemblée Générale Mixte du 6 février 2001

COPIE CERTIFIÉE
CONFORME

DOCKS CAFE

Société en Nom Collectif au capital de 3.050 Euros
Siège Social : Quai Vauban, rue Marceau, Hangar 36/37 – 76600 LE HAVRE

SIREN 420 834 848 RCS LE HAVRE

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé, entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société en nom collectif régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet :

- la gestion, l'exploitation et la promotion des équipements et installations du Parc des Expositions « Docks Café » au Havre, à travers notamment des activités culturelles, commerciales, sportives, de détente et de restauration

- la participation par tous moyens, directement ou indirectement, à toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

- et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets visés ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : DOCKS CAFE

Tous les actes et documents émanant de la Société doivent mentionner la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "société en nom collectif" ou des initiales "S.N.C.".

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : Quai Vauban, rue Marceau – Hangar 36/37 76600 LE HAVRE.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision de la gérance sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt dix-neuf années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Le capital social est constitué par les apports en numéraire suivants, effectués lors de la création de la société :

- S.A. COMPAGNIE GYMNASE CLUB	100 F soit	15,24 Euros
- S.A. VEGA.....	19.900 F. soit	3.033,74 Euros
TOTAL.....	20.000 F. soit	3.048,98 Euros.

Suivant Assemblée Générale Mixte en date du 6 février 2001, il a été procédé à une augmentation de capital de 6,69 F. soit 1,02 Euro, correspondant au montant de l'arrondissage résultant de la conversion du capital social en Euros, pour le porter à 3.050 Euros.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de TROIS MILLE CINQUANTE (3.050) Euros.

Il est divisé en 200 parts sociales, entièrement libérées.

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées comme suit, suite à la dernière cession de part :

Société VEGA	**199 parts sociales**
Société C.G.F.T.E.	**1 part sociale**
TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL	**200 parts sociales**

ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 10 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne sont pas négociables. Elles ne peuvent être cédées, même entre associés, qu'avec le consentement de tous les associés.

L'associé qui projette de céder tout ou partie de ses parts notifie son projet à la gérance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant toutes précisions sur le cessionnaire proposé, le nombre de parts cédées ainsi que le prix convenu.
La gérance consulte les associés et propose les modifications nécessaires aux statuts dans le mois de la réception de la notification, puis notifie le résultat de la consultation à tous les associés par lettre recommandée dans les huit jours de son intervention.

En cas de refus d'agrément, la cession n'a pas lieu et l'associé cédant reste propriétaire des parts qui devaient être cédées.

La Société n'est pas dissoute par le décès d'un associé. Elle continue entre les associés survivants.
Le décès entraîne annulation de plein droit des parts sociales de l'associé décédé, réduction consécutive du capital social et remboursement de la valeur des parts.

ARTICLE 11 - FAILLITE, INTERDICTION ET INCAPACITE D'UN ASSOCIE

La faillite, l'interdiction d'exercer une profession commerciale ou l'incapacité frappant l'un des associés n'entraînent pas la dissolution de la Société. Celle-ci continue entre les autres associés à moins que ceux-ci ne décident à l'unanimité de la dissoudre dans les trois mois de la date à laquelle est devenue définitive l'une des sanctions précitées.

Dans le cas de continuation, la valeur des droits sociaux à rembourser est déterminée conformément à l'article 1843-4 du Code civil. Le remboursement aura lieu dans les deux mois de la notification du rapport de l'expert.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent également, de convention expresse, quand un associé fait l'objet d'un jugement de liquidation judiciaire ou arrêtant un plan de cession totale de son entreprise.

ARTICLE 12 - GERANCE

Les associés désignent par décision extraordinaire un ou plusieurs gérants, personnes physiques ou personnes morales, associés ou non, avec ou sans limitation de durée.

Si une personne morale est gérant, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient gérants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Cette personne morale doit désigner son représentant permanent auprès de la Société. En cas de révocation du mandat de ce représentant, elle doit désigner sans délai son remplaçant.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

Un gérant peut donner toutes délégations de pouvoirs à tous tiers pour un ou tous objets déterminés.

La révocation d'un gérant associé est décidée à l'unanimité des autres associés. La révocation d'un gérant non associé intervient sur décision ordinaire des associés.
Toute révocation décidée sans juste motif peut donner lieu à des dommages-intérêts.

La démission d'un gérant ne met pas fin à la Société. Elle prend effet dans les deux mois qui suivent l'envoi d'une notification par le gérant à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. En accord avec l'intéressé, les autres associés peuvent réduire ce délai.

Le démissionnaire, s'il est associé, reste membre de la Société à titre de simple associé en nom, à moins que la démission n'intervienne d'office du fait de l'un des événement évoqués dans l'article précédent.

Monsieur Michel BOTTERO, demeurant 24 rue des Ecoles 75005 PARIS, est nommé premier gérant de la société pour une durée illimitée.

Monsieur BOTTERO déclare qu'aucune prescription, aucune mesure ou décision quelconque ne fait obstacle à l'exercice de ce mandat.

ARTICLE 13 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les associés peuvent ou, lorsque les conditions légales sont réunies, doivent, nommer un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants qui exerceront alors leur mission pour six exercices dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 14 - DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions des associés sont prises en assemblée ou par voie de consultation écrite, mais la tenue d'une assemblée est obligatoire si elle est demandée par un associé ou s'il s'agit de statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les décisions qualifiées d'extraordinaires sont celles qui comportent ou entraînent, directement ou indirectement, la modification des statuts, notamment celles qui portent sur l'agrément des cessions de parts sociales, sur la nomination et la révocation des gérants et la fixation de leur rémunération.

Sous réserve d'autres conditions prévues par la loi ou les statuts, les décisions extraordinaires sont prises à l'unanimité des associés.

Les décisions ordinaires sont toutes celles qui n'entrent pas dans le champ d'application des décisions extraordinaires, notamment les décisions sur l'approbation des comptes annuels et la fixation des dividendes à distribuer.
Sous réserve d'autres conditions prévues par la loi ou les statuts, les décisions ordinaires sont prises par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

L'assemblée est convoquée par la gérance au moyen d'une lettre simple adressée à chaque associé quinze jours au moins avant la date de l'assemblée et à laquelle sont annexés le texte des résolutions proposées par la gérance ou par un associé, le rapport de la gérance, les comptes annuels, s'il s'agit de statuer sur l'approbation des comptes, et le cas échéant, les rapports du Commissaire aux Comptes.
L'assemblée se réunit au siège social, à tout autre endroit du département de celui-ci ou des départements limitrophes. Elle est présidée par le gérant associé. A défaut, l'assemblée désigne le président de séance parmi les associés présents. L'assemblée peut désigner un secrétaire de séance, associé ou non.

Chaque associé a le droit de participer à l'assemblée et dispose d'un nombre de voix égal à celui du nombre de parts qu'il possède. Il peut y être représenté par un autre associé, par son conjoint, ou par toute autre personne de son choix.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, son rapport écrit, le texte de la ou des résolutions proposées, un bulletin de vote.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

ARTICLE 15 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice a commencé le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 1999.

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), l'inventaire, le rapport de gestion et les rapports spéciaux de la gérance ainsi que, le cas échéant, les rapports du Commissaire aux Comptes sont établis conformément aux lois et règlements en vigueur et sont soumis à l'approbation des associés dans les conditions prévues par ces lois et règlements.

ARTICLE 16 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le résultat social est à la disposition des associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux.

De convention expresse et sauf décision contraire des associés prise à l'unanimité, ceux-ci sont, de plein droit, sans délai, dès la clôture de l'exercice écoulé, et, selon le cas :

- soit créanciers du montant du bénéfice distribuable rapporté au nombre de parts dont chacun est titulaire;

- soit débiteurs de la perte enregistrée qu'ils prennent directement en charge et supportent dans la proportion de leurs droits dans le capital.

ARTICLE 17 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution quelle que soit la cause de celle-ci. Sa personnalité morale subsiste pour les besoins de la liquidation jusque la clôture de celle-ci.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du commerce et des sociétés.

La liquidation est assurée par le ou les gérants en fonction lors de l'intervention de la dissolution, ou par un ou plusieurs liquidateurs nommés par décision ordinaire, lorsque aucun gérant en exercice n'accepte le mandat de liquidateur ou en cas de décès, démission ou révocation du liquidateur.

Sous réserve de ce qui précède, la liquidation intervient dans les conditions fixées par la loi sur les sociétés commerciales.

Après extinction du passif et remboursement des comptes courants d'associés s'il en existe, le produit net de la liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux.

Si, au contraire, des pertes subsistent, elles incombent aux associés dans la même proportion.

ARTICLE 18 - CONTESTATIONS

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.